

[Texte]

Mr. Bouchard: Did he?

Ms Copps: Yes.

Mr. Bouchard: Those things will be checked. I will check them out, I can tell you that.

Ms Copps: He is reporting them, and unfortunately it appears that nobody is listening or nobody takes the problem—

Mr. Bouchard: Well, this is not the way to administer justice in Canada, on hearsay: "it appears", and "I have been told that". This is a serious matter.

• 1635

Ms Copps: Your colleague the Minister of Fisheries thought the situation of pulp and paper effluent in the pacific coast was serious enough to close down several fishing areas. People cannot eat the fish.

Mr. Bouchard: It is serious—

Ms Copps: Then why are you suggesting that somebody is fabricating these tests?

Mr. Bouchard: —because it deals with furans and dioxin. This is the dioxin and furans problem. We now know the extent of it, because we have initiated studies and conducted sampling programs all over Canada, and we could do it because we have new powers stemming out of the new law, CEPA, which Parliament enacted last year. Because of this law we could force the companies last January to provide us with the data we need to implement a new set of regulations.

But you are right: it is very serious. When we look at the data we are receiving nowadays, we know that it is serious, and then we have to move under CEPA. CEPA did not exist before. We are now implementing something new. It is a breakthrough, and we will do it fast and swift and tough.

Ms Copps: I would like to see the charges follow.

I would like to ask a question about oil spills, because we have seen a continuing spate of oil spills both in Canada and elsewhere. The minister, in answering a question today on the issue of oil spills, said that he might consider at some point in the future reopening the Canada-U.S. accord in relation to oil spills. I would like to ask the minister, given the extensive damage—

Mr. Bouchard: You know everything. I just gave that interview.

Ms Copps: Yes, and I was standing beside you and I heard you say it.

Mr. Bouchard: Oh, you are everywhere.

Ms Copps: That is right.

[Traduction]

M. Bouchard: Vraiment?

Mme Copps: Oui.

M. Bouchard: Toute cette affaire sera examinée. Je vais vérifier ces allégations, soyez-en certaine.

Mme Copps: Il a signalé ces cas, et il semble malheureusement que personne ne l'écoute ou ne prend le problème. . .

M. Bouchard: Ce n'est pas ainsi que l'on applique la justice au Canada, en se fondant sur des oui-dire: «il semble», ou «on m'informe». C'est une affaire sérieuse.

Mme Copps: Votre collègue le ministre des Pêches a estimé que le problème des effluents émis par des usines de pâtes et papier sur la côte pacifique étaient assez graves pour justifier la fermeture de plusieurs zones de pêche. Le poisson n'est plus comestible.

M. Bouchard: La situation est grave. . .

Mme Copps: Pourquoi, donc, prétendez-vous que quelqu'un fausse ces résultats?

M. Bouchard: . . . parce qu'il s'agit de furannes et de dioxines. Nous connaissons l'étendue du problème, parce que nous avons entrepris des études et effectué des échantillonnages dans tout le pays, et si nous l'avons fait, c'est grâce aux nouveaux pouvoirs que nous confère la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, adoptée par le Parlement l'an dernier. Grâce à cette loi, nous avons pu obliger les sociétés, en janvier dernier, à nous fournir les données nécessaires pour mettre en oeuvre un nouveau train de règlements.

Vous avez raison toutefois de dire que la situation est très grave. Lorsqu'on examine les données que nous recevons, nous savons que la situation est grave, et nous devons ensuite prendre des mesures aux termes de la LCPE. Cette loi n'existait pas auparavant. Nous mettons en oeuvre de nouvelles initiatives. C'est une nouveauté, et nous prendrons des mesures promptes et sévères.

Mme Copps: Je voudrais que l'on obtienne certaines inculpations.

J'ai une question à poser au sujet des déversements de pétrole, car il y a eu une série d'incidents semblables, tant au Canada qu'ailleurs. Le ministre, en réponse à une question aujourd'hui à ce sujet, a déclaré qu'il envisagerait à une date ultérieure de rouvrir l'accord canado-américain pour prévoir des dispositions relativement aux déversements de pétrole. Je voudrais demander au ministre, compte tenu des dégâts importants. . .

M. Bouchard: Vous savez tout. Je viens à peine de donner cette entrevue.

Mme Copps: Oui, j'étais debout à côté de vous et j'ai entendu votre réponse.

M. Bouchard: Mais, vous êtes partout!

Mme Copps: C'est exact.